

La Presse

I. La Presse. 1845-11-10.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

PARIS.

40 FR.

LA

PRESSE.

DÉPARTEMENTS.

48 FR.

CONDITIONS DE L'ABONNEMENT.

	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
Paris	40 fr.	25 fr.	15 fr.	5 fr.
Départements	45 fr.	28 fr.	16 fr.	6 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.	18 fr.	7 fr.

Les abonnements datent des 1^{er} et 15 de chaque mois.

Bureaux de la Rédaction et de l'Administration du Journal : Paris, rue Montmartre, 131.

ON S'ABONNE dans les DÉPARTEMENTS chez les Libraires, les Directeurs des Postes, et aux bureaux des Messageries, Royales et Châliard.
A L'ÉTRANGER, à Londres, William Thomas, Foreign-Advertiser-Office, 21, Catherine street, Strand.

Allemagne, Alexandre, à Strasbourg. — Espagne, Monnier, à Paris, rue de la Harpe, 101. — Italie, à Paris, chez M. de la Harpe, 101. — Suisse, à Paris, chez M. de la Harpe, 101.

Toutes les lettres relatives au service des abonnements doivent être adressées à M. de la Harpe, administrateur de la Presse.
Les lettres relatives à la rédaction doivent être adressées au secrétaire de la Rédaction. Toutes sans exception doivent être affranchies.

TARIF DE LA SOCIÉTÉ G^{re} DES ANNONCES.

ANNONCES-DIURNES : 30 centimes la ligne de 25 à 36 lettres.
ANNONCES-SOIR : 2 francs la double ligne de 50 à 60 lettres.
ARTICLES AINSI : 4 francs la double ligne de 50 à 60 lettres.
Toutes les insertions sont soumises au consentement du gérant.

Paris, 9 novembre.

On nous suppose à tort la pensée de demander une suspension actuelle, immédiate de l'exportation des céréales. Nous n'y verrions pas en fait de bien graves inconvénients dans les circonstances actuelles; mais nous croyons utile de laisser leur efficacité aux lois, même mauvaises, quand on peut se dispenser de les détruire ou de suspendre leur action. Nous n'avons donc demandé que le gouvernement ait recours à cette mesure extrême contre la loi de 1832, que dans les cas d'urgence qui lui en donneraient le droit, aux termes de la loi des douanes, c'est à dire dans le cas où l'Angleterre elle-même suspendrait ses propres lois sur la même matière, et dans celui où les grains attendraient sur ses marchés le prix élevé qu'ils atteignent en 1839. Jusque-là, nos tarifs et les siens suffiraient probablement à nous protéger. Il ne faut donc pas exagérer nos paroles et notre pensée. Nous n'avons pas représenté, ainsi qu'on le dit, la défense d'exporter nos grains comme une panacée capable de nous garantir à tout jamais de la disette; mais nous avons dit et nous répétons, que les circonstances où l'insuffisance des récoltes chez les peuples étrangers nous placent, sont graves, qu'elles peuvent le devenir plus encore si les mesures que l'Angleterre annonce sont enfin proclamées, et que le gouvernement doit se tenir prêt à pourvoir à des nécessités qui ne souffriraient point de retard.

Les journaux, qui ont cru devoir combattre l'opinion que nous ayons défendue, et le *Journal des Débats* lui-même, qui a sanctionné cette opinion au nom du gouvernement, nous opposent des statistiques qui pourraient jeter quelque lumière sur ces questions, si elles étaient exactes et conciliables. Malheureusement, il n'en est pas ainsi; malheureusement encore, la conséquence la plus sûre qu'on en puisse déduire confirmerait nos craintes. L'un nous dit qu'en 1839, année d'exportation abondante, l'exportation ne fut que de 7 millions d'hectolitres, c'est à dire, du vingt-quatrième de la production moyenne des grains en France. L'autre évalue l'exportation de 1839 à 18 millions, c'est à dire au dixième de la production totale, et il n'en conclut pas moins que l'exportation ne peut prendre à la récolte générale qu'une fraction insignifiante. Un troisième intervient, et reconnaît que s'il n'y a pas de déficit dans la récolte de cette année, il n'y a pas non plus d'excédent, et que la France n'a que ce qu'il faut à sa consommation. Eh bien! rapprochons ces assertions, et tirons-en la conséquence. Si la France n'a que ce qu'il lui faut, peut-elle impunément se laisser enlever, soit le dixième, soit le vingt-quatrième de ce qui lui est nécessaire? Le premier de ces chiffres, c'est la somme de ce que la France consomme de blé pendant six semaines; le second, ce qu'elle en consomme en quinze jours. Or, six semaines ou quinze jours, la France peut-elle se passer de pain durant ce temps? Songez-y donc, ce serait ce qu'on appelle la famine, c'est à dire la plus cruelle extrémité dans laquelle puisse tomber un grand peuple!

Ajoutons qu'en 1839, deux circonstances limitèrent forcément le chiffre des exportations. D'abord, l'Angleterre ne suspendit pas sa loi des céréales, comme elle parait sur le point de le faire, et nous continuâmes d'être protégés par ses propres tarifs. Ensuite, du 25 janvier au commencement de mai 1839, c'est-à-dire pendant toute la saison où se fait le commerce des grains, la liberté d'exportation fut interdite chez nous. Si, malgré cette double circonstance, l'Angleterre nous prit alors soit le dixième, soit le vingt-quatrième de notre récolte, quelle part nous en prendrait-elle donc si l'exportation restait libre chez nous en même temps que l'importation deviendrait libre et peut-être favorisée chez elle?

Un autre fait ressort encore des chiffres, qu'on nous oppose. On constate que la France septentrionale produit près des deux tiers de la récolte générale et que dix départements en fournissent à eux seuls le quart. Il y a donc en général excédent dans quelques-uns et déficit dans un assez grand nombre d'autres. Que faut-il en conclure? C'est que la France, quand elle n'a que ce qui est nécessaire à sa consommation annuelle, doit le garder, afin que le superflu des départements producteurs aille pourvoir au nécessaire des départements moins favorisés. C'est là ce que le bon sens nous indique. Comment donc est-ce précisément le contraire que nos économistes demandent? Comment le ré-

dacteur du *Courrier*, par exemple, après avoir constaté que la France n'a point cette année de superflu, et que les départements du midi ont au contraire un déficit qui n'est que compensé par l'abondance des départements du nord, en conclut-il résolument qu'il faut laisser un libre cours à l'exportation? Comment le nécessaire se changera-t-il en superflu par cela seul que nous en donnerons une partie à l'étranger? Comment le midi trouvera-t-il plus facilement ce qu'il lui faut sur les marchés du nord de la France, quand il s'y trouvera en concurrence avec l'Angleterre? Nous savons bien qu'on nous répondra qu'il ira le chercher ailleurs, dans la Crimée, à New-York, à Dantzig, sur tous ces marchés dont le *Journal des Débats* nous étalait hier les richesses; mais là encore, il rencontrera la concurrence de l'Angleterre et de tous les pays frappés cette année par l'insuffisance de la récolte; là aussi les prix s'élèveront en raison de cette concurrence. Et il ne faut pas s'y tromper, il y aurait de bien tristes mécomptes dans les espérances qui feraient reposer sur le marché d'Odesa l'approvisionnement de nos provinces méridionales. Odesa ne vend ses blés à bon marché que quand ils ne lui sont pas demandés. On a fait bonne justice en 1832, dans les discussions qui précédèrent le vote de la loi du 15 avril, de ces immenses greniers que l'on nous vantait et contre lesquels on demandait alors une protection exagérée, et il n'est plus permis d'y compter aujourd'hui.

Excédant de nos départements du nord est donc le gage le plus certain de la sécurité de nos départements du midi. Or, il ne faut pas s'y tromper, la défense de l'exportation dans les cas que nous avons prévus, deviendrait le seul moyen d'assurer entre tous l'égalité de répartition des subsistances. Nous sommes loin de partager les préventions qui s'attachent au commerce des blés et qui sont la cause la plus dangereuse de son abaissement parmi nous; mais il ne faut pas non plus attendre de ceux qui s'y livrent un miracle de patriotisme et leur demander d'aller vendre à bas prix à Lyon, à Toulouse ou à Marseille, ce qu'ils pourront vendre fort cher à Douvres ou à Dublin. D'ailleurs, les difficultés du commerce des blés sont immenses, comme nous le montrerons, quand il se fait à l'intérieur, par suite des obstacles qui entravent le transport de denrées de si grand encombrement et de conservation si difficile; mais elles disparaissent quand il s'agit de les exporter par mer et surtout dans les ports d'Angleterre voisins des nôtres. Les chemins de fer leveront plus tard tous les obstacles qui s'opposent au développement du commerce des grains dans l'intérieur et à leur égale répartition entre toutes les parties du royaume; mais jusqu'ici, et tant que l'exportation sera permise en présence de grands besoins à l'extérieur, le superflu des départements producteurs s'écoulera toujours par l'exportation. Et ce fait incontestable est d'autant plus grave que les départements producteurs, et notamment les dix départements qui produisent à eux seuls le quart de la récolte générale, touchent à nos frontières maritimes, et que l'Angleterre n'a qu'à étendre la main pour y puiser selon ses besoins.

On nous objecte que si l'exportation est défendue, et que les excédents des départements du nord servent à la consommation des départements du midi, ce ne seront ni les fermiers ni les consommateurs qui en bénéficieront le plus, mais les marchands de grains, qui achèteront notre marché au nord et vendront cher au midi. Nous aurions plus d'une réponse à faire à cette objection, empreinte des préjugés vulgaires contre le commerce intérieur des blés; mais qu'importe! Est-ce que les fermiers et les consommateurs français y gagneront davantage si les marchands de grains achètent le blé des premiers pour le porter en Angleterre, au lieu de le vendre aux seconds? Ceux-ci le paieront cher, peut-être, moins à cause de l'avidité des marchands que de la difficulté et du prix des transports; mais encore vaut-il mieux le payer cher que d'en manquer.

On nous oppose enfin de fort belles théories, sur le rapport du prix des blés avec l'élevation qu'il entraîne des salaires, et sur le rôle que l'exportation peut jouer dans le développement du travail et la répartition des richesses. Mon Dieu! nous connaissons tout cela. La question n'est pas nouvelle, et l'arsenal des erreurs de l'esprit n'est pas aussi fécond qu'on pourrait le croire. Toutes les idées qu'on nous oppose furent longtemps débattues dans la dernière moitié du dernier siècle, à propos du fameux édit de 1764. Nous avons là sous

la main treize ou quarante volumes, de toutes nuances et de toute valeur, qui furent publiés à cette époque pour ou contre la liberté d'exportation, pamphlets, lettres, dialogues, séries et pédales dissertations, caustiques et spirituelles facettes, controverses de salons et de boudoirs qui paraissent, sur cette grave question, la controverse sanglante des masses révolutionnaires. Que résultait-il de tout ce bruit? L'édit de 1764 permit l'exportation, et il s'en suivit... la disette. Les statistiques du temps constatent qu'en quelques mois le prix du blé monta de cent pour cent.

Et comme on s'étonnait plus tard de ce résultat, en le comparant à la somme restreinte des exportations qui avaient eu lieu sous l'empire de l'édit, Necker répondait par ces paroles que nous pouvons renvoyer, en terminant, aux journaux qui nous opposent aujourd'hui le même argument: « Plus on insiste sur la modicité de l'exportation occasionnée par l'édit de 1764, plus on fait connaître les inconvénients majeurs de la liberté, puis-je montrer que la sortie d'une très petite quantité de grains suffit pour occasionner une révolution prodigieuse dans les prix. L'expérience démontre, à cet égard, ce que la réflexion indique, et je vais montrer par quelques raisons, dans le commerce des grains, une si petite cause produit un si grand effet. » (1)

Un nouveau conseil de cabinet, auquel assistaient tous les ministres, a en lieu à Londres avant-hier, mais aucun résultat n'en est annoncé. Il paraît même, si le langage du *Standard* devait être considéré comme officiel, que la principale mesure sur laquelle ont porté les délibérations ministérielles depuis huit jours, serait définitivement mise à l'écart. Voici ce que dit aujourd'hui ce journal: « Nous sommes en mesure de déclarer avec certitude que les ports ne seront pas ouverts, attendu que les approvisionnements de la Grande-Bretagne sont largement suffisants, et que le déficit constaté en Irlande n'est pas tel qu'il y ait lieu de faire appel à un remède violent. » Si cette déclaration est fondée, et la nature des relations qu'existent entre plusieurs membres du cabinet et le *Standard* devrait porter à le croire, on se demande alors quel peut être le motif de ces réunions quotidiennes du conseil. Un peu plus loin, le même journal soutient, contrairement à ce qu'avait avancé le *Times*, que le cabinet n'a jamais cessé d'être parfaitement uni sur cette question comme sur toutes les autres, et qu'il n'y a eu aucun dissentiment entre les membres qui le composent. Ceci est un peu fort, et atténue, à nos yeux, la valeur de la déclaration précédente. Il est en effet de notoriété publique que Lord Wellington et sir Robert Peel n'ont pas été d'accord sur les mesures à adopter dans les circonstances actuelles. Il s'est l'un et l'autre des personnages importants dans les conseils de la couronne, ils s'y partagent l'influence, et n'ont jamais passé pour être disposés à sacrifier légèrement leur opinion particulière. Pourquoi d'ailleurs, si l'on était d'accord, ces réunions si fréquentes? Si, des l'origine, le cabinet était unanime à penser qu'il n'y avait rien à faire, ou à peu près, pourquoi se donner l'ennui de ces délibérations prolongées? C'était donc une comédie? Non, cela ne se croira pas! Il est beaucoup plus vraisemblable qu'on a voulu prendre un parti décisif, qu'on a différé d'avis sur les moyens à adopter, qu'on a, par de longues discussions, cherché à se concilier, qu'on n'y est pas parvenu, et que, maintenant, on préfère temporiser, en niant la gravité du mal, plutôt que d'entrer dans une voie où, pour premier écueil, on rencontrerait la dissolution du ministère. Nous ne voyons pas, quant à nous, d'autre explication à ce qui s'est passé.

Il est impossible cependant qu'on reste les bras croisés en présence des circonstances actuelles. En Angleterre, les approvisionnements sont peut-être suffisants, ainsi que le dit le *Standard*, mais il faut tenir compte de ceci. La crainte de voir ouvrir les ports par un ordre du conseil avait agit très vivement sur le marché des blés. Les détenteurs, menacés de la concurrence, favorisée du dehors, vendaient leurs céréales à des conditions relativement très modérées. On s'explique ainsi comment les marguerites ont pu jusqu'ici ne pas présenter une hausse marquée dans les prix. Mais si cette crainte disparaît, si les fermiers ne se croient plus placés sous le coup de la mesure dont il a été question, il est impossible de prévoir ce qui se passera.

Il est inutile d'ajouter que les transactions commerciales sont interrompues. Les négociants de Buenos-Ayres refusent de laisser déposer à Montevideo les marchandises qui leur sont adressées, et qui ne peuvent être débarquées à Buenos-Ayres, parce que les navires importateurs ont touché à Montevideo. On cite, entre autres, le navire les *Deux-Frères-Unis*, capitaine Lemenager, qui, se trouvant dans cette alternative, revient au Havre avec sa cargaison d'exportation.

(1) Sur la législation et le commerce des grains, chap. 12, pag. 60.

est probable qu'ils montreront beaucoup moins d'empressement à vendre, et que la hausse se prononcera vivement par suite de ce défaut de proportion entre l'offre et la demande. De cette façon, non seulement les circonstances dont argue le ministère anglais pour se dispenser d'agir, auront bientôt cessé d'exister, mais ses tergiversations auront elles-mêmes contribué à aggraver le mal et à rendre plus nécessaire le remède héroïque devant lequel il paraît reculer aujourd'hui.

Et puis, à côté de l'Angleterre, il y a l'Irlande. Pour l'Irlande, on ne peut se faire aucune illusion. Les sources ordinaires de l'alimentation publique, sont à peu près taries cette année. Que le déficit des pommes de terre soit plus ou moins complet, peu importe: il y a incontestablement de vastes lacunes à combler, et il est urgent de les combler. Jusqu'à présent, les populations sont restées tranquilles, parce qu'on leur faisait entrevoir des soulagemens efficaces et prochains. Mais si cette perspective leur est enlevée, si on leur dit, après les avoir tenues en suspens, qu'on se décide à ne rien faire pour elles, qu'elles aient à s'arranger comme elles pourront, croit-on que la paix publique sera aisément conservée? Croit-on que les passions politiques, ardent à exploiter la situation, ne redoubleront pas d'efforts pour soulever les masses? Croit-on que la faim, les horreurs de la disette, la peur seule de cette disette, ne seront pas pour elles de puissants auxiliaires?

Il est donc impossible, nous le répétons, que le gouvernement anglais s'abstienne complètement dans les circonstances où une portion importante des trois royaumes se trouve placée. Tôt ou tard, bon gré, mal gré, il se verra forcé d'intervenir, et en pareil cas, selon nous, la politique la plus prudente et la plus habile est celle qui se montre la plus décidée, et la plus active.

En annonçant, il y a trois semaines, que la banque d'Angleterre venait d'élever de 2 1/2 à 3 0/0 le taux de ses escomptes, nous ajoutions qu'avant peu elle l'élèverait encore.

Cette mesure ne s'est pas fait attendre longtemps, puisqu'avant-hier la banque a fait afficher, sur les portes du Stock-Exchange, un avis indiquant qu'à l'avenir elle n'escompterait plus qu'à 3 1/2. Cette décision n'a rien de définitif, et l'on doit s'attendre à voir prochainement l'escompte porté à 4 0/0.

Naturellement, le commerce qui s'adresse à l'intermédiaire, des banquiers, paie plus cher encore pour le placement de son papier. Le taux de l'intérêt aujourd'hui, on peut le dire, a donc atteint, de l'autre côté de la Manche, le niveau où il est chez nous. Il y a quelques mois, la situation était tout autre. On trouvait alors facilement de l'argent, en Angleterre, à 2 0/0, 2 1/2 au plus. L'abus des spéculations sur les chemins de fer a nécessairement beaucoup influé sur le nouvel état des choses. Cependant, il faut dire aussi que, depuis sa dernière charte, la banque d'Angleterre est beaucoup plus libre dans ses mouvements qu'elle ne l'était auparavant. Aujourd'hui, elle consulte avant tout ses intérêts comme association privée, et la détermination qu'elle vient de prendre paraît devoir être attribuée en partie à cette cause. Le taux des escomptes était notablement plus élevé sur les principales places de l'Europe qu'il ne l'était jusqu'ici à Londres; il en résultait, parmi les capitalistes anglais, une tendance à rechercher, hors du Royaume-Uni, des emplois qui se présentaient sous un aspect plus lucratif. La masse des ressources disponibles diminuait ainsi sur le marché anglais, et les opérations du commerce s'en trouvaient gênées. Du moment où le taux de l'intérêt sera à peu près nivelé sur les principales places, la tendance des capitaux vers le dehors sera naturellement arrêtée. Tel est du moins un des principaux arguments qui ont été développés devant la cour des directeurs de la banque, et qui ont dicté la mesure en question.

Le *Courrier du Havre* a reçu de Buenos-Ayres des lettres particulières du 23 août. A cette époque, les préparatifs de défense du président Rosas avaient pris un grand développement. Une levée en masse de la population avait lieu dans la république argentine; les hommes de tout âge, étrangers et nationaux, étaient enrôlés, et la guerre paraissait imminente.

Il est inutile d'ajouter que les transactions commerciales sont interrompues. Les négociants de Buenos-Ayres refusent de laisser déposer à Montevideo les marchandises qui leur sont adressées, et qui ne peuvent être débarquées à Buenos-Ayres, parce que les navires importateurs ont touché à Montevideo. On cite, entre autres, le navire les *Deux-Frères-Unis*, capitaine Lemenager, qui, se trouvant dans cette alternative, revient au Havre avec sa cargaison d'exportation.

La correspondance suivante de Constantinople trace l'histoire des négociations qui ont eu lieu entre M. de Bourqueney et la Porte, relativement aux affaires du Liban, et donne le détail de la solution intervenue. Cette correspondance se montre, dans plusieurs passages, opposée aux prétentions de la France; nous ne l'en reproduisons pas moins intégralement, parce qu'elle expose nettement les faits. On remarquera que M. de Bourqueney a cédé sur plusieurs points. L'assassin du frère Charles, celui du moins que l'opinion publique désignait comme tel, et qui avait été acquitté après une procédure dérisoire, ne subira pas un nouveau jugement, et sera simplement exilé à Constantinople. L'affaire de l'indemnité réclamée pour les personnes forcées d'abandonner le Liban n'a pas été réglée non plus à l'entière satisfaction de l'opinion publique. Il est à craindre que notre influence en Syrie ne souffre des concessions de M. de Bourqueney; mais il faut convenir aussi que les événements avaient rendu la position de notre ambassadeur fort difficile: il fallait revenir sur des faits accomplis, et l'on conçoit que la Porte ait reculé devant le désaveu complet de tout ce qui avait été fait en Syrie par Cheikh-Effendi.

On écrit de Constantinople, le 22 octobre: « Comme on devait s'y attendre, les négociations entre la Porte et l'ambassade de France, relativement aux affaires de Syrie, ont été cette semaine d'une très grande activité. La question se trouvait posée dans des termes tellement précis, qu'on devait dans un bref délai aboutir à une solution ou à une rupture; aussi la diplomatie on suivait, jour par jour, les différentes phases. La position prise dès le début par M. de Bourqueney, lors des premières nouvelles apportées par le *Ramier*, la menace qu'il avait faite de quitter Constantinople si on ne lui donnait pas des assurances suffisantes, le mettait un peu à l'étroit, lorsque huit jours après, il recevait par le paquebot autrichien de Syrie, la nouvelle que tous les actes du commissaire impérial se trouvaient en contradiction avec ces assurances. Ainsi les faits marchaient en sens contraire et les griefs s'accumulaient; il était dès lors bien difficile à M. de Bourqueney de désertir le terrain sur lequel il s'était d'abord placé et d'entrer dans la voie des concessions. D'un autre côté, la position de la Porte n'était pas moins difficile. Pour donner satisfaction à M. de Bourqueney, il lui fallait revenir sur des faits accomplis, désavouer son commissaire en Syrie, compromettre les mesures de pacification dont il est chargé. Elle avait ainsi à sauver les intérêts et la dignité du gouvernement de la France, et une question importante, et qui fixe les regards de l'Europe entière, se présentait maintenant les principaux points sur lesquels portaient les réclamations de la France: 1^{re} Elle demandait une indemnité pour les deux conversions catholiques pillées pendant la dernière insurrection; 2^{re} la punition des assassins du prétre français le père Charles; 3^{re} puisque la mesure relative à l'évacuation des convents et à la restitution des étrangers de la Syrie pendant l'application des mesures relatives aux districts mixtes était exécutée, la promesse d'indemnités pour ceux qui auraient à souffrir de cette mesure.

Sur le premier point, la question était facile; le droit d'ailleurs de la part de la France était évident et la discussion ne pouvait porter que sur le chiffre de l'indemnité. Il a été fixé à 70 mille piastres. « En ce qui concerne la punition des assassins du prétre français, le coupable désigné par l'opinion publique et de nombreux témoignages était le cheik druze Abou-Naked, qui avait d'ailleurs des antécédents déplorables. Il était en prison à Beyrouth. La Porte avait proposé de le juger et M. de Bourqueney avait accepté le jugement. Or, un grand nombre de témoignages établissant un alibi s'étaient produits pendant les débats, et le cheik, complètement déchargé de l'accusation, était mis en liberté. Non seulement aucune satisfaction n'était donnée à l'opinion publique sur ce point, mais encore après le jugement, Cheikh-Effendi, pour soustraire, disait-il, ce cheik à la malveillance des chrétiens, le prenait avec lui et le conduisait à Dair-el-Kamar. Était-ce la faute de la Porte? Pouvait-elle équitablement revenir sur un jugement solennel? M. de Bourqueney a-

l'ait en suivant les poses gracieuses de quelque alme au costume étincelant et bigarré.

Ce que nous admettons pour l'orchestre, où plusieurs sons simultanés forment une seule et même harmonie, nous ne voulons pas l'admettre pour les sensations. Cette crainte du mélange est poussée si loin, qu'il nous faut des pièces toutes pour pleurer ou toutes pour rire, tragédie ou comédie, le plaisir d'un côté, le triste de l'autre. Nous avons des divertissements en camayeu, comme les dessus de portes du siècle passé; c'est bleu ou rouge, mais non pas bleu et rouge. Que diable! nous ne sommes pas si coloristes que cela.

Gymnase dramatique. — *Noémie*, vaudeville en deux actes, de MM. Demery et Clément.

Ce vaudeville appartient au genre pleurnicheur: dès le premier acte, on sanglote, malgré les lazzi du niais chargé de l'égayer; au second acte, toutes les spectatrices s'évanouiraient dans leurs loges, si un dénouement heureux ne se hâtait de prévenir la syncope. — Nous n'avons pas une prédilection bien marquée pour cette sorte de pièces, dont le moindre défaut est de gonfler et de rougir affreusement les yeux des jolies femmes; mais il paraît que nous avons tort, puisque cela réussit toujours, et que les larmes versées sur une héroïne de théâtre se résolvent en pluie d'or dans la caisse du directeur.

Apitoyez-vous donc, ames sensibles, sur les malheurs de la pauvre Noémie! Si nous ne vous racontons pas cette histoire avec toute l'unction désirable, n'y voyez que le désir de vous épargner de trop vives émotions.

M. Davigny, ancien capitaine de vaisseau, après avoir fait fortune aux Indes, est venu s'établir à Paris, dans l'intention d'y filer des jours désormais exempts d'orages. Il est assez vert encore, malgré quelques rhumatismes, et ne désespérant pas d'avoir des héritiers directs, il prend, un beau jour, le parti de se marier. Sous cette fantaisie, se cache, d'ailleurs, une bonne œuvre: c'est la fille d'un défunt ami, M^{lle} Valentine, sa pupille, riche de grâce et d'esprit seulement, que le digne marin a résolu d'épouser. En bon parent, il croit devoir consulter un neveu qu'il a, touchant ce projet d'union.

Ledit neveu, grand mangeur de patrimoines, ainsi que tous les neveux passés, présents et futurs, se méprend sur les confidences de son oncle, et croit qu'il s'agit de le marier lui-même avec la jeune orpheline; — comme il la trouve fort de son goût, et

Feuilleton de la PRESSE

DU 10 NOVEMBRE 1845.

THÉÂTRES.

Italiens et concerts.

Les Italiens ont été forcés de faire relâche samedi. La troupe est cependant nombreuse et pleine de bonne volonté; mais les premiers brouillards d'automne, dont les flocons s'accrochent aux feuilles jaunissantes, la première gelée blanche qui emperle la pointe du gazon à demi séché, ont un fâcheux effet sur les gosiers, et principalement sur les gosiers accoutumés à la tiède atmosphère de Florence et de Naples. — Les précautions que l'on prend pour se soustraire à cette influence vous y rendent souvent plus sensible. On ne sait d'ailleurs comment s'habiller: si vous endossez les manteaux et les fourrures, vous étouffez, car ce n'est pas encore l'hiver; si vous portez des vêtements légers, vous grelottez de froid, car ce n'est déjà plus l'été. Vous ne pouvez éviter la sueur ni le frisson. Quelque hygiène que vous suiviez, le rhume vous agrippera; le coryza, la toux, l'enrouement, l'extinction de voix ne peuvent vous manquer. Si vous échappez à l'un, vous serez pris par l'autre.

Les théâtres lyriques ont, par leur spécialité, beaucoup à se plaindre de cette saison perfide favorable aux autres théâtres. Les Bouffes surtout, qui par l'excellence même de leur troupe, ne peuvent que très difficilement avoir de doubles. Remplacer Grisi, Persiani, Mario, Lablache ou Ronconi, est une tâche périlleuse ou nul artiste secondaire n'oserait se hasarder, certain qu'il serait du naufrage; qu'un seul de ces précieux larynx soit flétri par une irritation quelconque, et voilà un succès arrêté au milieu de son cours.

Dans ces cas extrêmes, il faut encore mieux faire relâche que de donner le triste spectacle d'une partition à moitié exécutée: c'est un acte de désintéressement et de respect pour l'art dont le public doit savoir gré au directeur.

Jeudi dernier, la terreur insurmontable qui s'empara de M^{lle} Elbrandi lorsqu'elle est en scène, malgré toutes les raisons d'assurance qu'elle devrait avoir, a laissé à Giulia Grisi tout le poids du second

acte de *Norma*; poids léger pour ses blanches et fermes épaules. — Qu'Adalgise se rassure, la forêt druidique est peinte, et les choristes ne l'égorgeront pas sur l'autel du farouche Irmensul.

Il faut l'espérer, quelques jours de chambre et quelques tasses de tisane auront eu bientôt raison de ces malades passagers, et *Nabucco* pourra reprendre sa marche triomphale. En attendant, l'on répète activement *Gemma de Vergy*, qui n'est pas, comme on pourrait le croire d'après le nom, quelque contre-épreuve de cette terrible légende où le sire de Fayel fait manger à sa femme le cœur d'un amant, mais une simple imitation à la manière italienne du *Charles VII* chez les grands vassaux, drame en vers de M. Alexandre Dumas.

Des oiseaux des bois chantent au mois de mai, quand reviennent les roses; les oiseaux des villes commencent leur ramage au mois de novembre, quand reviennent les pluies. La saison des concerts va s'ouvrir, et Dieu sait ce que nous allons entendre de musique! Il faudra retrouver de nouvelles épithètes pour qualifier des pianistes encore plus merveilleux que ceux de l'année dernière; car le pianiste à cela de particulier qu'il progresse mathématiquement, et que le dernier venu a toute la force des autres, plus la sienne et le *trac*, qu'il a cultivé spécialement.

Notre campagne musicale s'est ouverte par l'audition d'une églaise biblique, de M. César-Auguste Franck, exécutée en petit comité.

Le sujet de cette églaise est Ruth et Noémie, une délicate pastorale qu'enverraient Théocrite et Virgile, car à la fraîcheur, à la grâce de la poésie se joignent une grandeur de sentiment, une solennité primitive qui manquent au cygne Mantouan et à l'abeille syracusaine.

L'œuvre de M. César-Auguste Franck se compose de quinze morceaux: c'est presque un opéra: la partie vocale était remplie par M^{me} Mondatigay, M^{lle} Moisson, Cant et MM. Obin et Jourdan; — plus un assez bon nombre de choristes. — Quant à l'orchestre, M. Franck, aidé de son frère, en donnait une idée aussi complète que peuvent le faire des touches d'ivoire et d'ébène, car il est difficile et coûteux de réunir l'armée d'exécutants qu'exigent aujourd'hui les progrès de l'instrumentation, et il y a bien peu de jeunes compositeurs qui puissent jouer par expérience des effets de sonorité de leurs œuvres. Sans être sourds, ils sont condamnés au supplice de Beethoven et obligés à de prodigieux efforts pour entendre leurs con-

ceptions exécutées par cet orchestre idéal qui chante dans l'âme de tout musicien.

La manière de M. Franck est large et ferme et prouve de consciencieuses études. On pourrait peut-être reprocher à son œuvre un peu de monotonie. Une mélancolie serene, interrompue çà et là par des élan pieux, forme la teinte générale, qui est celle du sujet. — Mais précisément à cause de cela, M. C. A. Franck aurait dû faire des efforts pour varier ses nuances et diversifier ses effets; ensuite, il est possible qu'exécutés à grand orchestre, des morceaux, uniformes en apparence, prennent une valeur tout autre et se colorent différemment.

Nous avons remarqué la marche et le chœur désignés sous le n° 4; le départ de Ruth et de Noémie, à qui Orpha dit adieu, morceau qui se distingue par une adroite harmonie imitative. — Le chœur des moissonneurs et le chant du crépuscule sont aussi d'heureuses inspirations. — La conclusion prophétique où Booz aperçoit, à travers l'avenir, la naissance de celui que les nations attendent et qui sortira de sa race, à de la majesté et de la grandeur. — Il serait à désirer que cette églaise biblique, moins classique de forme que les oratorios ordinaires, fut exécutée publiquement, au Conservatoire ou ailleurs: l'œuvre mérite cette épreuve et cette consécration.

Seulement, prévenons M. César-Auguste Franck de quelques ressemblances involontaires que présente sa partition avec celle du *Désert*, de Frédéric David, qu'il admire sans doute comme doit le faire tout auteur de bonne foi. En musique, rien n'est fréquent comme ces rencontres. La préoccupation que vous cause un chef-d'œuvre suffit pour les amener. On a de la peine à ne pas mettre dans ce qu'on fait un peu de ce qu'on admire beaucoup.

Que M. Franck se cherche, et il se trouvera; l'originalité ne se produit pas sur-le-champ dans les arts, et dans sa première manière tout poète, peintre ou compositeur rappelle plus ou moins le maître qu'il aime ou qu'il vénère, son père intellectuel, si l'on peut se servir de ce mot. L'individualité complète ne se fait jour que dans la seconde manière: — c'est alors que l'artiste est vraiment lui, qu'il obéit à son tempérament et à sa nature. Plus tard, quand l'expérience et la pratique le font arriver à une troisième manière, il n'a plus de naïveté, et se critique lui-même en même temps qu'il exécute. C'est le temps des œuvres systématiques où la science et la volonté ont plus de part que l'instinct et l'inspiration. Les maîtres qui parviennent à un grand âge, sans cesser de

produire, ont donné de ce que nous disons là, de curieux exemples.

Il est vraiment malheureux que les jeunes compositeurs qui s'occupent d'autre chose que de romances et de polkas aient si peu d'occasions de communiquer avec le public. — A Paris, il n'y a guère qu'un seul endroit où l'on puisse faire entendre de la musique exigeant un certain développement instrumental; mais il est rarement libre, et M. Habeneck en garde l'entrée comme le dragon des Hespérides.

Il serait à désirer que l'on construisît une salle en manière de théâtre où pourraient se jouer toutes les compositions qui, sans satisfaire aux conditions dramatiques, demandent cependant un certain agencement scénique, comme les oratorios et les symphonies mêlées de chant.

Peut-être même y aurait-il là le germe d'un spectacle nouveau, du moins pour nous. Pourquoi ne pas costumer les chanteurs et les choristes selon le sujet et l'époque de l'œuvre qu'ils ont à rendre? Pourquoi ne pas les placer dans des décors analogues aux scènes décrites par la musique, et joindre ainsi le plaisir des yeux au plaisir des oreilles?

Cela pourrait donner lieu à beaucoup de faibles charmantes auxquelles s'opposerait la solennité un peu lourde du grand opéra. — La musique si vague et d'une interprétation si arbitraire, ne gagnerait-elle pas à cette traduction colorée, à ce livret vivant? — N'y a-t-il pas quelque chose de contrariant à entendre un monsieur en habit noir et une demoiselle en robe blanche se dire des choses bibliques un papier réglé à la main? Le manteau de patriarche, le turban israélite n'y gêneraient rien.

Les symphonies se joueraient devant des toiles mouvantes, comme celles des funérailles de l'empereur au Cirque Olympique; — sur ces toiles seraient peintes les scènes désignées dans la partition; un mécanisme gradué les ferait paraître et s'évanouir, selon le nombre des mesures.

Il est singulier qu'une idée aussi naturelle ne soit pas réalisée depuis longtemps; mais il semble que nous autres modernes nous doutions de nos facultés perceptives. Dans le travail ou dans le plaisir, nous cherchons le simple, le circonscrit; nous n'osons pas aborder la jouissance multiple; par exemple, entendre un morceau de Cimarosa en regardant une toile du Corrège dans une salle d'une architecture splendide, pleine de fleurs aux parfums enivrants et d'une température élyséenne; prendre des sorbets accroupi sur des coussins moelleux, en causant avec des amis,

vaient en tort peut-être d'accepter d'avance un jugement, lorsqu'il ne devait pas ignorer le peu de garantie qu'il lui offrait, mais enfin il l'avait accepté et tout s'était passé régulièrement. Voici le moyen terme qui fut imaginé : ce jugement établissait une seule chose, c'est que le père Charles n'est pas mort de la main du cheik, mais ce cheik commandait la tribu druse qui a fait le sac du couvent dans lequel le père a péri; M. de Bourqueney demandait donc que le cheik fût de nouveau incarcéré, conduit à Constantinople et jugé sur ce chef d'accusation. La Porte a repoussé en partie cette demande. Le cheik sera de nouveau incarcéré et exilé à Constantinople, mais sans subir un nouveau jugement. C'est une simple mesure politique. Ce moyen terme a été accepté par M. de Bourqueney.

La demande d'une indemnité pour les personnes qui auraient à souffrir dans leurs intérêts de la mesure relative à l'évacuation temporaire du Liban, ordonnée par Cheikh-Effendi, dans un délai de dix jours, était sans doute le point le plus grave et dans lequel le droit de la France était le plus contestable; car en accordant cette indemnité, la Porte semblait infirmer le droit qu'aurait eu son commissaire de recourir à cette mesure. Ainsi d'un côté la France réclamait des indemnités et des satisfactions pour des couvents brûlés et un prêtre tué, et lorsque la Porte, pour éviter de pareils malheurs, déclare une espèce d'état de siège et demande temporairement l'évacuation de la Montagne par les étrangers, la France proteste et demande de nouvelles indemnités. Et cette mesure de la Porte était assez bien justifiée par les circonstances; Cheikh-Effendi s'attendait à la résistance pour l'application des mesures relatives aux districts mixtes; Namik-Pacha est dans la Montagne avec un corps d'armée; l'emploi de la force peut devenir nécessaire et de nouveaux malheurs peuvent en résulter. Ce qu'on peut reprocher peut-être à Cheikh-Effendi, c'est d'avoir notifié cette mesure brusquement et de n'avoir pas accordé un délai suffisant, mais le droit de la Porte s'en trouve-t-il infirmé pour cela? Quant à nous, nous ne le croyons pas. Aussi ce point a été très vivement débattu, et M. de Bourqueney a dû réduire ses prétentions au chiffre le plus minime. L'indemnité a été consentie en principe, il est vrai, mais seulement pour frais de route et de déplacement. Voilà, si nous sommes bien informés, l'arrangement consenti entre M. de Bourqueney et Aali-Effendi, dans une conférence que l'ambassadeur de France a eue, samedi matin, avec S. Exc. le ministre des affaires étrangères à sa maison de campagne de Balta-Liman. Le lendemain, cet arrangement a été adopté dans un conseil des ministres qui a eu lieu à la Porte, et il ne lui manque plus que la ratification du sultan. Il est probable que cette affaire lui sera soumise aujourd'hui même.

Vendredi dernier, le sultan est allé dîner chez Fethi-Pacha à sa maison de campagne d'Arnaout-Kehi, et il est resté là jusqu'à une heure avancée de la nuit. Hier aussi Fethi-Pacha a donné à San-Stefano une fête à S. H., qui était allée y visiter les fabriques de poudre. Tous les ministres devaient s'y trouver. Le sultan s'y est rendu en bateau à vapeur, malgré un vent du sud extrêmement fort. Les ministres en ayant été empêchés par les mauvais temps, le sultan a couché à San-Stefano et tous les ministres s'y rendent aujourd'hui. C'est là sans doute, ou dans une grande revue qui doit avoir lieu demain à Scutari, que l'on soumettra au sultan, pour qu'il le ratifie, l'arrangement intervenu entre l'ambassade de France et la Porte relativement aux affaires de Syrie, et c'est alors seulement qu'il deviendra définitif.

De violentes secousses du tremblement de terre se sont fait sentir dans l'île de Mételin, et elles ont duré presque sans interruption pendant huit jours; mais c'est dans la journée du 11 octobre surtout que les séismes ont été le plus considérables. Un grand nombre de maisons ont été renversées, et plusieurs personnes ont péri. On annonce que le même phénomène s'est manifesté aux Dardanelles, à Chio, à Foggieri et à Kara-Bournou, mais sans causer des dommages à beaucoup près aussi considérables.

Mercredi dernier, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance et de l'avènement au trône de S. M. le roi de Prusse, S. Exc. M. de la Coq a reçu à Baykeder la visite de S. Exc. Savet-Effendi, secrétaire de Sa Hautesse, et de S. Exc. Fuad-Effendi, premier drogman de la Porte, qui venaient le féliciter de la part du sultan.

M. Bourée, consul de France à Beyrouth, qui se trouvait en congé, est arrivé lundi à Constantinople; il est reparti le lendemain soir par le paquebot de Syrie pour aller reprendre ses fonctions occupées temporairement par M. Poujade.

Le nouveau tarif du Zollverein, tel qu'il est sorti des conférences de Carlsruhe, a été publié le 6 novembre; on sait qu'il est destiné à remplacer l'ancien à dater du 1^{er} janvier prochain. Nous empruntons au *Journal de Francfort* le tableau des principales modifications qui ont été adoptées et qui du reste, ainsi qu'on le sait déjà, ne changent presque rien à l'état actuel des choses.

1^{re} Aux articles qui n'acquiescent aucun droit d'entrée, de sortie ou de transit, on a joint :

a) Les plantes vives en pots ou en caisses.

b) Chanvre roui ou non roui en tiges ou en faisceau.

c) Semence de foin.

d) Laine pluvée faite de chiffons.

2^{de} Les droits d'entrée ont été augmentés pour les articles suivants :

a) Les baleines, à l'exception de celles coupées

en menues tranches et qui payaient un droit d'entrée de 17 fl. 30 kr. tranchées par quintal, avaient été soumises jusqu'ici à un droit d'entrée de 52 1/2 kr. Dorénavant il n'y aura que les baleines, non ouvrées qui paieront le droit d'entrée précité; par contre, les baleines déchirées et les baleines coupées acquiescent, les premières un droit d'entrée de 5 fl. 45 kr., les secondes un droit de 17 fl. 30 kr. par quintal.

b) Sous la catégorie des objets de quincaillerie, qui paient un droit d'entrée de 87 fl. 30 kr. par quintal, on a fait rentrer d'autres articles de quincaillerie plus fins et de demi-métal, joints toutefois à de l'albâtre, de l'ivoire, de l'émail, des coraux, de la lave, de la nacre, de l'écaillé, des pierres fines, des pierres fausses, ou à des ouvrages sculptés, des pâtes, des cannes, des ornements de fonte, etc., articles qui jusqu'ici étaient soumis à un droit d'entrée de 17 fl. 30 kr.

c) La même augmentation de droits a eu lieu pour les aiguilles, les épingles de métal, les figures de cire fines en relief et les perles de cire.

d) Les droits d'entrée de 14 fl. par quintal perçus sur le levain pressuré sera prélevé dorénavant sur toute espèce de levain, à l'exception du levain de bière et de la lie de vin, de sorte qu'en particulier le levain liquide préparé, qui ne payait jusqu'ici qu'un droit d'entrée de 52 1/2 kr. par quintal, acquittera celui de 14 fl.

e) Les droits d'entrée sur le café rôti ont été portés de 11 fl. 22 1/2 kr. à 19 fl. 45 kr.

f) Les droits d'entrée sur les confitures, les sucres, etc., fixés à 19 fl. 15 kr. par quintal, seront également prélevés à l'avenir sur les légumes et autres objets de consommation conservés frais par un procédé artificiel, ainsi que sur tous les mets exquis et recherchés.

g) Les rubans mi-soie, qui acquittent actuellement un droit d'entrée de 96 fl. 15 kr. par quintal, paieront à l'avenir 192 fl. 30 kr., droit fixé pour les marchandises en soie.

h) Une des modifications du tarif les plus importantes est celle qui concerne les droits des articles de laine. D'après le tarif actuel, il n'y a que les tissus de laine et les tissus mi-laine et mi-coton foulés qui paient un droit d'entrée de 87 fl. 30 kr. par quintal s'ils sont imprimés, brodés ou brochés, tandis que tous les autres tissus de laine, ainsi que ceux faits de laine et de fils, excepté les fils de soie, les tapis exceptés, ne paient que 52 fl. 30 kr. et les tapis 35 fl.

Voici les dispositions du nouveau tarif relatives aux marchandises de laine. Les tissus faits de laine seule ou d'autres fils, exceptés ceux de soie : a) les marchandises imprimées de toute espèce, les marchandises non foulées si elles sont façonnées, tissées, brodées ou brochées, des châles à bordures cousues et avec des dessins, des articles de passementerie, de boutonnerie et de broderie, sans qu'il y soit joint des ouvrages de fer, de verre, de bois, de cuir, de laiton et d'acier, paieront 87 fl. 30 kr. par quintal ; b) les draps, les étoffes et les feutres foulés et non imprimés, les articles de bonneterie, ainsi que toutes les marchandises non foulées et sans dessins, paieront 52 fl. 30 kr. par quintal ; c) les tapis, 35 fl. par quintal.

3^{de} Des réductions ou des franchises de droits ont été accordées en faveur de plusieurs matières premières importées en grandes quantités de l'étranger pour la consommation de l'industrie des pays du Zollverein, à laquelle ce changement de tarif offre des facilités considérables. Sous ce rapport, nous ferons remarquer en particulier la suppression des droits.

a) Sur le soufre, qui acquittait jusqu'ici un droit d'entrée de 8 3/4 kr. par quintal ; b) sur les aloès et le lichen, qui payaient jusqu'ici un droit de 52 1/2 kr. par quintal ; c) sur les noix de galle, le curcuma et le sumach, qui payaient jusqu'à 17 1/2 kr. par quintal. A la place des droits d'entrée supprimés, on a établi des droits de sortie et on a augmenté ceux qui existaient déjà. Les droits d'entrée sur toutes les espèces de résine et sur le caoutchouc brut, qui sont maintenant de 52 1/2 kr. par quintal, ont été réduits à 17 1/2 kr.

4^{de} Une concession bien importante pour le transit des marchandises par la partie sud-ouest du territoire du Zollverein, c'est que dans les contrées de la rive gauche de l'Oder les droits de transit généraux, qui étaient jusqu'ici de 52 1/2 kr. par quintal, ont été réduits à 35 kr.; en même temps, on a supprimé toutes les augmentations exceptionnelles pour plusieurs articles importants de transit tels que les tissus de coton, de laine, de tissus de laine, etc.

La Gazette d'état de Prusse fait suivre la nouvelle de la publication du nouveau tarif d'une déclaration qu'on peut considérer comme officielle, et dont il résulte que les questions agitées à Carlsruhe seront très prochainement reprises à Berlin, et que le gouvernement prussien ne saurait consentir à les voir ajournées jusqu'au prochain congrès ordinaire, qui ne se réunira que dans trois ans.

Reste maintenant la question de savoir si on s'entendra mieux à Berlin qu'à Carlsruhe, et si un simple déplacement géographique pourra mettre d'accord les intérêts divers et exclusifs qui se sont agités au sein du congrès. Il nous semble qu'il est permis d'en douter, sans pousser trop loin le scepticisme.

Cette pièce a, comme nous l'avons dit, obtenu un grand succès d'humidité; Tisserand et M^{lle} Rose Chéri en ont été les principaux auteurs : que les applaudissements retombent sur eux ! — Numa, dans le rôle d'Éléonore, a tâche d'égarer la salle; il y serait peut-être parvenu si le caractère de ce personnage avait été moins grossièrement tracé.

Le Droit d'aïeuse, petit acte de MM. Arnould et Fournier, donné quelques jours avant Noémie, ressemble beaucoup trop aux Deux Filles à marier, de M. Amédée de Beauplan, pour qu'il soit besoin d'en parler autrement que pour mémoire.

Vaudiville. — L'île de Robinson, arnaquée en un acte, de MM. Duvert et Lausanne.

MM. Duvert et Lausanne sont, comme on sait, les fondateurs brevetés d'Arnal; ce sont eux qui s'entendent le mieux à le faire agir, et surtout à le faire parler, car ils ont créé la langue qui lui est propre, idiome bizarre dont tout le secret consiste dans la fausse application des mots, et qui nous a toujours paru médiocrement comique. Avec d'autres auteurs, quelque habiles qu'ils soient, Arnal ne réussit jamais qu'à moitié, il lui arrive même parfois de ne pas réussir du tout; mais avec MM. Duvert et Lausanne, il est

Les journaux officiels publient l'ordonnance annoncée depuis quelque temps sur le séquestre en Algérie; nous en reproduisons les principales dispositions :

Art. 1^{er}. Sont maintenues et sortiront leur plein et entier effet toutes décisions antérieures, d'une autorité civile ou militaire, ordonnant la remise de biens séquestrés. Si la remise ordonnée n'a pas été effectuée, elle se fera immédiatement. Sortiront également leur plein et entier effet les décisions définitives, rendues avant la publication de la présente ordonnance, qui ont rejeté des demandes en main-levée de biens séquestrés.

Art. 2. Les biens séquestrés qui sont encore dans les mains du domaine, et sur la remise desquels il n'a pas été définitivement statué, seront remis aux anciens propriétaires qui justifieront ne se trouver dans aucun des cas prévus par l'article 40 de la présente ordonnance.

Art. 3. Les demandes en remise seront recevables à quelque époque que le séquestre ait été établi depuis 1830. Elles devront, à peine de déchéance, être formées dans le délai d'un an à partir de la publication de la présente ordonnance.

Art. 4. Il sera statué sur les anciennes demandes non rejetées qu'autant qu'elles auront été renouvelées dans le délai d'un an, à partir de la présente ordonnance.

Art. 5. Les demandes en remise seront déposées à la direction des finances à Alger; il en sera donné récépissé. Dans les trois mois de ce dépôt, la demande sera transmise à notre ministre de la guerre par le gouverneur-général, avec son avis et celui d'un conseil d'administration. Il sera statué par notre ministre de la guerre dans les six mois de la réception des pièces au ministère. La décision sera définitive.

Art. 6. La remise des biens séquestrés antérieurement à la présente ordonnance ne donnera droit qu'à la restitution des fruits perçus depuis les demandes faites ou renouvelées dans le délai établi par les art. 3 et 4.

Art. 7. Si les immeubles séquestrés ont été, durant le séquestre, baillés à rente, ou vendus par l'état, l'ancien propriétaire n'aura droit qu'à la rente constituée ou au prix principal de la vente reçu par l'état, avec restitution des arrérages ou intérêts, conformément à l'article précédent.

Art. 8. Nulle remise de biens séquestrés ne sera faite aux anciens propriétaires, s'ils ne sont pas, à l'époque de la promulgation de la présente ordonnance, établis sur le territoire algérien soumis à notre domination, et s'ils ne se présentent en personne devant le directeur des finances, à Alger, ou devant le chef du service des domaines, dans les provinces. Le conseil supérieur de l'Algérie sera juge des cas de légitime empêchement qui seraient allégués, sauf recours devant notre ministre de la guerre, dont la décision sera définitive.

Art. 9. En cas d'aliénation des biens séquestrés, l'état pourra se faire tenir quitte par l'acquéreur en lui remboursant le prix de la vente, ou de la cession, avec les intérêts à compter du jour où ledit prix a été payé et les loyaux coûts dûment justifiés. Si le bien séquestré était, lors de la vente, affecté notoirement à un service public, l'état pourra user de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, et, en ce cas, il ne sera tenu de rembourser à l'acquéreur que le prix capital sans intérêts, avec les frais et loyaux coûts.

Art. 10. A l'avenir, le séquestre ne pourra être établi sur les biens meubles et immeubles des indigènes que si ces indigènes ont : 1^{re} commis des actes d'hostilité, soit contre les Français, soit contre les tribus soumises à la France, ou prêté, soit directement, soit indirectement, assistance à l'ennemi, ou enfin entretenu des intelligences avec lui ; 2^{de} abandonné, pour passer à l'ennemi, les propriétés ou les territoires qu'ils occupaient. L'abandon et le passage à l'ennemi seront présumés à l'égard de ceux qui seront absents de leur domicile depuis plus de trois mois sans permission de l'autorité française.

Art. 11. Aucun séquestre ne pourra être établi que par un arrêté du gouverneur-général, le conseil d'administration préalablement entendu. L'arrêté indiquera les causes qui l'auront motivé. Toutefois, le séquestre pourra être ordonné provisoirement et d'urgence par les commandants militaires, sauf décision ultérieure du gouverneur-général, dans la forme ci-dessus déterminée. Tout arrêté portant établissement du séquestre sera soumis par le gouverneur-général à notre ministre de la guerre, qui statuera définitivement.

Nouvelles et Faits divers.

Le 2^e collège électoral du département de la Meurthe est convoqué à Nancy pour le 29 novembre, par suite de la promotion de M. de Lacoste, député de ce collège, au grade de maréchal de camp.

Une ordonnance royale, en date du 6 novembre, arrête que les tarifs des droits de navigation actuellement perçus sur le canal de la Somme et sur celui des Ardennes, sont prorogés jusqu'au 1^{er} janvier 1847.

M. le comte de Pontois, ambassadeur de France près du vorort, est de retour à Berne; après avoir terminé la tournée qu'il vient de faire dans les divers cantons.

Une lettre d'Orléansville, du 25 octobre, annonce la mort du chef de bataillon Clère, commandant le 9^e chasseurs d'Orléans. Ce brave officier a succombé, à l'hôpital de Mostaganem, aux suites de sa blessure.

M. le général de La Rue est nommé à la direction des affaires de l'Algérie, en remplacement de M. de Vauchelle, qui se retire.

d'avance certain du triomphe, et cette assurance, qui double sa verve, est souvent la cause première des succès. — Aussi, dans son engagement, le spirituel acteur, en se réservant le droit de refuser les rôles qu'on voudrait lui faire jouer, n'a-t-il admis d'exception qu'en faveur de MM. Duvert et Lausanne, dont il accepte tout les yeux fermés.

La pièce nouvelle est venue lui donner encore une fois raison, car elle a été parfaitement accueillie du public. — Ce bon public n'est pas difficile à satisfaire, il faut l'avouer, ou plutôt il a son système, lui aussi; quand il est convenu de s'amuser, il s'amuse à tout prix ! — Nous osons à peine dire que la force dont nous allons rendre compte ne nous a pas fait pousser de rire; que, sans deux ou trois plaisanteries agréables, nous n'y avons rien trouvé de divertissant; et, pourtant, l'auguste vérité nous oblige à faire cette déclaration, qui pourra bien nous coûter cher !

Arnal a fait naufrage en se rendant aux Marquises; il a été jeté dans une île déserte avec M. Giraudin, l'un de ses compagnons de voyage. M. Giraudin, qui a le premier touché la rive, s'est proclamé roi de l'île, sous le nom de Robinson II. Arnal a pris, de son côté, le sobriquet de Vendredi, et demandé qu'une charte lui fût octroyée en sa qualité de peuple. Le monarque s'est rendu à ce vœu légitime. Mais, dans son article 14, ladite charte reconnaît à sa majesté Robinson II le droit de commander, et à son sujet Vendredi la faculté de ne pas obéir, de sorte que l'état est souvent en proie à des dissensions intestines. Un jour, par exemple, Vendredi refuse de travailler sous prétexte que l'on est au dimanche, et malheureusement Robinson ne peut lui prouver le contraire; un autre jour, le peuple se trouve mal nourri et proteste contre l'introduction trop fréquente de cailloux dans la marmite; en vain le roi prétend que le bouillon hollandais ne se fait pas autrement; Vendredi refuse d'avalier cela, et entonne la Marseillaise !

On ne sait trop où les choses en viendraient, si une découverte extraordinaire et la crainte d'un danger commun ne rapprochaient soudain le sujet et le monarque. — Robinson aperçoit des traces de pas sur le sable. — Grand Dieu ! de sont les Caraïbes; ils rôdent de ce côté ! s'écrie Vendredi, tremblant de peur. Comment leur échapper ? — Il imagine de se déguiser en sauvage, et, pour mettre ce projet à exécution, il se retire dans sa cabane, après s'être pudiquement muni d'une feuille de vigne; mais il se préparait bien-

Les émigrations pour l'Algérie prennent depuis quelque temps un développement extraordinaire. Depuis le 1^{er} novembre dernier, il est passé à Colmar, venant du Bas-Rhin, 180 familles se rendant en Algérie. Presque chaque famille se composait de deux à neuf personnes, enfants, servantes, valets, etc.

Cinquante-deux individus ont adressé des demandes au ministère de la guerre pour obtenir des permis de passage gratuit de Toulon en Algérie. Sur ce nombre, vingt-cinq sont déjà en voyage, et les autres attendent l'arrivée des titres qui les sollicitent. Dans la seule journée du 3 novembre, il y a eu cent personnes de la Bavière rhénane qui ont passé par Colmar pour se diriger sur l'Algérie.

Beaucoup d'ouvriers partent aussi pour se rendre en Afrique, de Colmar et de Belfort.

Le conseil général du département de la Seine a pris aujourd'hui une importante délibération : jusqu'à présent, la publicité des travaux du conseil avait été restreinte; désormais elle sera étendue de droit à tous les actes du conseil; les discussions et les mémoires présentés par l'administration, et sur lesquels le conseil est appelé à délibérer, seront publiés aussi bien que les délibérations. Insérés d'abord dans le *Moniteur*, ces travaux seront réunis en un volume.

Nous annonçons, il y a quelques mois, les projets de réforme que l'état-major général de la garde nationale de la Seine avait conçus sur la durée et la répartition du service. Ces projets de réforme ont été ajournés; ils avaient rencontré une très vive opposition de la part des officiers supérieurs de la garde nationale. N'ayant pu mettre à exécution ses projets sur la répartition du service, l'état-major général porte aujourd'hui ses vues de réforme sur l'uniforme et l'armement des gardes nationaux. On nous apprend qu'à cet égard l'état-major veut remplacer la capote et l'habit par la tunique, récemment adoptée pour les régiments d'infanterie de l'armée. Le sabre-poinçard et le ceinturon avec bretelles, remplaceraient l'ancien modèle de sabre et les houlières. Les officiers conserveraient seuls une double tenue. Ils garderaient l'habit actuel tout en adoptant la tunique. On sévère. Jusqu'ici cependant tout se bornait à des vœux conservateurs. Le bonnet à poil en prenant le nouvel uniforme a été écourté et le ceinturon. Quoi qu'il en soit des vues et des dispositions de l'état-major, il y a tout lieu de penser que ces nouveaux projets de réforme auront le sort de ceux dont nous avons déjà parlé.

On sait que le *Courrier français*, mis deux fois en vente à l'enchère sur la mise à prix de 25,000 sans trouver d'acquéreurs, a cependant réussi à changer de mains. On dit que c'est M. Benazet qui l'a acheté.

On sait que M. l'archevêque de Fribourg en Brisgau a réitéré ses ordres précédents aux curés de son diocèse, ordres qui les obligent à en référer à lui-même pour tous les cas de célébration de mariages mixtes. Le ministère badois s'était mis en collision avec le prélat, en déclarant officiellement cette injonction nulle et non avenue. L'archevêque ayant persisté, comme c'était son devoir de pasteur, le ministère lui adressa à ce sujet une note conçue en termes fort sévères. Jusqu'ici cependant tout se bornait de sa part, à des menaces. Le gouvernement grand-ducal se garda nous l'espérons, de renouveler la lutte de Cologne; il sait trop bien que les violences de ce genre ne font que surexciter le sentiment catholique, et qu'il y aurait trop de folie à entrer dans les voies où la Prusse s'est vue forcée de reculer sans honneur et sans succès.

D'après les dernières nouvelles reçues du cap de Bonne-Espérance, les Anglais viennent d'inaugurer à Port-Natal un établissement complet, afin d'empêcher, par une occupation permanente et en règle, les incursions des Boers et des Cafres.

La distribution solennelle des prix aux élèves du Conservatoire royal de musique et de déclamation, pour le cours d'études de l'année 1845, a eu lieu aujourd'hui, à une heure, sous la présidence de M. Kératy, pair de France, assisté de MM. Cayé, directeur des Beaux-Arts, Auber, directeur du Conservatoire; de M. de Vatry et d'Henrieville-Fauchon, membres de la Commission spéciale près le Conservatoire, et de M. Alf. de Beauchamps, secrétaire.

Cette solennité a réuni une nombreuse et brillante société, au milieu de laquelle on remarquait les principales célébrités artistiques, des compositeurs distingués, etc., etc. Nous pouvons citer en outre M. Ponchard, M^{lle} Damoreau, M. Adolphe Adam, Botton, Carafa, Panzeron, Habeneck et Garcia.

Conformément à une décision récente du conseil municipal de Paris, et sur la proposition du comité central d'instruction primaire, les bourses que la ville entretient à l'école royale des arts et métiers de Châlons seront désormais remplacées par des prix d'apprentissage, auxquels on consacrera en outre les dépenses que l'on avait fait précédemment. Ces prix seront décernés aux concours dans chaque école, de manière à récompenser tout à la fois le travail, le savoir et la bonne conduite.

Les enfants qui les auront obtenus seront placés chez des maîtres, ou plutôt chez des patrons choisis par les comités d'instruction primaire, sous l'œil et la protection de leurs parents et de leur famille. Le montant de ces prix a été fixé pour la première année à 200 fr., pour la seconde année à 150 fr., pour la troisième année à 100 fr. Malgré la suppression des bourses municipales à l'école de Châlons et celle des ouvriers projetés, ce nouveau système entraîne une dépense nouvelle pour la ville de Paris de 148,000 fr.

La décision du comité central d'instruction primaire de Paris crée un prix par école et par an. Le nombre de ces prix s'accroît donc de trois à chaque nouvelle création d'école.

Cette fondation du prix d'apprentissage doit imprimer une utile impulsion à l'enseignement professionnel. Elle est par là l'équivalent de la création d'une vaste école industrielle qui posséderait déjà trois cents places, et qui est encore susceptible d'accroissement. Elle est même plus que l'équivalent d'une semblable école, car elle comptera, autant de professeurs que d'élèves. La famille, les enfants, les patrons et les autorités se trouveront tous engagés dans une entreprise morale. Cette

tôt, les cheveux hérissés, l'air épouvanté : il a cru voir un être vivant remuer dans l'ombre de la cabane. En effet, quelqu'un s'y est réfugié; mais ce n'est pas un Caraïbe, c'est un petit matelot descendu d'un bâtiment qui relâche devant l'île, ou plutôt, disons-le tout de suite, c'est une jeune modiste de la rue Vivienne qui s'expatrie avec plusieurs de ses compagnes. — Vendredi se trompe d'abord au costume masculin; mais il finit par découvrir à qui il a affaire, et l'on comprend que, dans sa position, il s'empresse de mettre son cœur aux pieds de la charmante inconnue. Celle-ci ne demande pas mieux que d'accepter le cœur, mais avec la main, et devant M. le maire de l'endroit.

Par malheur, l'endroit n'a point de maire. — Sire, il faut en nommer un, votre peuple le demande à grands cris ! — Volontiers, répond le roi, qui a flairé aussi des femmes. Je serai maire à l'occasion, et tu seras mon adjoint. — Là-dessus nos deux insulaires se mettent en chasse; il y a des allées et venues, des quiproquos qui seraient trop longs de vous raconter. Bref, Robinson oublie qu'il est déjà marié en France, et se dispose à élever au trône la grisette ravie à son peuple, lorsque M^{lle} Giraudin, qui fait partie de la cargaison de modistes, se présente pour réclamer ses droits, en montrant le chapeau de son mari trouvé dans la cabane. — Il pourrait arriver à Giraudin pire aventure, car sa femme est représentée par la gentille et spirituelle M^{lle} Alice Oxy.

Bénéfice de Bardon.

La Grande Bourse et les Petites Bourses, vaudeville en un acte, de MM. Clairville et Faulquemont.

Ce petit vaudeville en un acte, glissé subrepticement au milieu d'une représentation à bénéfice, aurait pu être une grande comédie aristocratique. L'agitateur est, en effet, le traître du jour, ou du moins la forme actuelle d'un désir qui a existé de temps dans le cœur de l'homme, le besoin d'être riche et de conquérir le bien-être sans travail régulier. — Le bonheur ! tel est le rêve secret que fait l'humanité depuis le jour où Adam fut chassé du paradis terrestre; elle le poursuit en dépit des moralistes qui persuadent très difficilement aux gens qu'il est agréable de traîner une vie maussade et de crouler dans la médiocrité.

Toutes les fois qu'une combinaison quelconque a pu faire espérer une fortune promptement réalisée, un

nouvelle application de la bienfaisance n'aura pas, comme la charité ordinaire, l'inconvénient d'encourager l'indolence et la paresse, mais de soulager la misère en développant le goût et l'aptitude au travail. Nous ne pouvons donc qu'approuver la nouvelle décision provoquée par le comité central d'instruction primaire, et votée par le conseil municipal.

Les principaux habitants des villages de Meudon, Bellevue et Fleury viennent de se réunir pour fonder une œuvre éminemment moralisatrice. Ils ont, au moyen d'une souscription, en tête de laquelle se sont placés le maire et le curé de la commune, dont les villages font partie, constitué un fonds qui devra être employé à décerner tous les ans trois médailles à des ouvriers de Meudon qui se seront distingués par leur probité, par leur dévouement, par quelque découverte, invention ou œuvre utile à la commune.

Le 43^e numéro du *Journal militaire officiel*, paru hier au soir, contient :

1^{re} L'ordonnance du roi du 18 octobre, qui appelle à l'active ordonnance royale du même jour qui ouvre un crédit extraordinaire au ministère de la guerre de 4,471,927 fr. pour les dépenses non prévues en Algérie.

2^o Un rapport sur les beaux travaux topographiques, exécutés en 1844, par nos savants officiers du corps d'état-major; il résulte que 19 d'entre eux ont des lettres particulières de satisfaction de M. le ministre de la guerre, 35 des encouragements et 10 des observations bienveillantes.

3^o L'annonce d'un concours qui ouvrira le 25 de ce mois pour deux emplois de professeurs d'humanités, au collège militaire.

4^o Enfin, de longues listes de promotion.

On lit dans le *Mémorial de Rouen* :

M. le procureur du roi de Rouen a fait une descente chez plusieurs fabricants de farine, soupçonnés de se livrer à une fraude qui cause un préjudice grave aux consommateurs, les plus pauvres comme les plus riches, puisqu'elle a lieu sur la qualité du pain. Nous croyons très utile de la signaler, car jusqu'à ce jour nous n'avons pas souvenir qu'elle ait été découverte, ou du moins poursuivie nulle part, même à l'époque où l'on s'est le plus occupé des falsifications des substances alimentaires et des mélanges opérés par les marchands qui pratiquent la fraude.

Voici de quoi il s'agit : La farine de féverole, mêlée à la farine de froment, a la faculté de faire considérablement renfler le pain et de permettre au boulanger qui manipule ce mélange, d'augmenter d'une manière notable le volume d'eau qui entre dans la fabrication du pain, sans que la pâte en paraisse plus légère. En mêlant seulement deux kilogrammes de farine de féverole à un sac de farine de froment, on peut réaliser, par le plus de poids qu'on donne à la pâte, par l'addition d'eau, un bénéfice de 10 fr. au préjudice du consommateur. C'est, comme on voit, un chiffre fort joli et qui multiplie par un certain nombre de sacs, peut-être un revenu très notable.

Tous les marchands de farine de Rouen ne se livrent pas à cette fraude coupable, qui profite d'ailleurs beaucoup plus aux boulangers de mauvaise foi qu'à eux-mêmes; mais il en est plusieurs qui paraissent convaincus de la faire depuis longtemps et journellement.

En poursuivant cette fraude, qu'il est d'ailleurs très difficile de reconnaître, le parquet rendra à tout le monde un véritable et signalé service. Les recherches ont à ce sujet été dirigées avec beaucoup d'habileté, et nous ne doutons pas qu'elles n'aient mené à un excellent résultat.

CHRONIQUE DES CHEMINS DE FER. — Ligne de Paris à Brest. — Direction par Versailles, Chartres, Alençon, ou le Mans, Laval, Rennes, Pontivy. — Un nouveau tracé à partir de Rambouillet a fait maintenir la ligne sur le plateau de la forêt jusqu'au parc des Vigiers, elle descend ensuite la vallée de la Guesle sur le flanc du coteau par une pente plus forte que celle de l'avant-projet, traverse la vallée de Guénégas, près de son embouchure dans la vallée de la Guesle, et arrive à Eprenon à l'extrémité du faubourg Grand-Point, en traversant la vallée de la Droue.

De là le chemin passe en débâti la route départementale n^o 16, traverse le parc de Laveau, contourne le village de Paty, et s'insinuant ensuite parallèlement à la route royale n^o 10, longe cette route sur 600 mètres de longueur, après quoi il va toucher la route droite des aqueducs de Maintenon, traverse la rivière de Voise, et se dirige en ligne droite sur le village de Mevoisin, qu'il contourne par une double courbe. De là, le tracé se maintenant sur le flanc du coteau, va traverser la rivière d'Eure, et remontant le cours de la vallée, il arrive à Chartres, au faubourg Saint-Jean.

Dans cette section de Rambouillet à Chartres, le rayon minimum des courbes est de 800 mètres; le maximum des pentes ne dépasse pas 6 millimètres par mètre, et encore ce maximum ne se rencontre-t-il qu'en deux points. Les ouvrages d'art y sont nombreux et importants. Indépendamment de deux ponts sur la Droue et sur la Guesle, l'on aura à construire une viaduc sur la ligne de 31 arches de 8 mètres d'ouverture chacune, un pont sur l'Eure de 5 arches en anse de panier de 45 mètres d'ouverture, avec deux petites arches de 4 mètres d'ouverture, pratiquées dans les culées; enfin, deux ponts de biais, l'un sous la route départementale, n^o 16, l'autre sur la route royale n^o 10.

Les travaux ont été adjugés en deux lots pour une somme totale de 3,667,778 fr. L'ouvrage le plus considérable, le viaduc sur la Voise, appelé viaduc de Maintenon, est en voie d'exécution. La première pierre a été posée solennellement il y a trois mois environ. Les autres travaux marchent avec la plus grande célérité, et il est à présumer qu'ils seront terminés dans le courant de 1847. Un point important pour cette section est son raccordement avec les deux chemins de fer de Paris à Versailles. Jusqu'à présent on n'a fixé qu'une seule chose, c'est la part que doivent avoir ces deux chemins au bénéfice de la ligne qui va à Brest, mais on en est encore à des études pour établir le lieu de l'union des deux chemins à la grande voie de l'ouest.

La compagnie à qui reviendra l'exploitation du chemin de fer de Paris, se formera de la fusion des deux

changements rapides de position, elle s'est emparée des esprits et a donné le vertige au temps qu'il y a vu naître.

Au seizième siècle, la chimère de l'Eldorado faisait traverser les mers aux Espagnols, enivrés de rêves fiévreux où ils voyaient des villes d'or pavées d'argent, éclairées par des escarboucles. Sous le règent, Law et la rue Quincampoix ont bouleversé toutes les têtes. — Ensuite est venue la fièvre des loteries, puis le languettement, maintenant ce sont les actions ou plutôt les promesses d'actions de chemins de fer; après, ce sera autre chose, car rien n'éclaircit l'homme le besoin de gagner et même de perdre, l'attrait de la chance, la curiosité du hasard et l'esprit d'aventure.

Il est bon que de temps à autre la main inconnue secoue sur les populations ces appâts invisibles; c'est ainsi que les fortunes s'écroulent et s'élèvent, que les ruisseaux d'or et d'argent prennent d'autres cours. Sans cela, une portion des hommes serait éternellement riche et l'autre éternellement pauvre.

MM. Clairville et Faulquemont n'

IMPOT FONCIER de 400 fr. **Grandes facilités** pour le paiement du prêt. — S'adresser pour tous les renseignements et pour traiter : 1° A M^{re} Hilairet, notaire à Chauvigny (Vienne); 2° et M^{re} Gambier, notaire à Paris, rue de l'Acquienne-Comédie, 4. — 5892

FORGE ET MOULIN. Etude de M^e COUVRAN, avoué à Autun.
Vente par licitation entre majeurs et mineurs, à l'audience des criées du tribunal civil de première instance d'Autun, le 26 novembre 1845, à onze heures du matin, d'une forge à un feu et un martinet, et d'un MOULIN à deux paires de roues, situés à Autun, faubourg d'Arroux, mis par un bon cours d'eau, avec leurs dépendances nécessaires, halles, hangar, écuries, logements d'ouvriers, logements de maîtres, vastes jardins, cours et

NU-PROPRIÉTÉ. Adjudication en l'étude de M^e PLENCIAT, notaire à Paris, boulevard Saint-Denis, 8, le vendredi 14 novembre 1916, à une heure, de : 1) NU-PROPRIÉTÉ de deux centimètres, de 11,400 m². L'autre de 11,073 m². L'assureur est âgé de 62 ans. Mise à prix, 9,000 fr.

S'adresser à M^e Péronne, avenue, rue Bourbon-Villeneuve, 35 ; à M^e Picard, avenue, rue du Port-Mahon, 12 et à M^e PLENCIAT, notaire.

8594

ARDBRES. Adjudication, à Vigny, près Meulan, le 23 novembre 1916, à midi, de 900 pailles TILLEULS et de 300 pailles MARRONNIERS. Demander au concierge, R. Monpéroux, 52, une notice explicative.

EAU MONDRO pour teindre les cheveux d'un ton naturel et sans aucun danger en moins d'une heure. Prix : 5 fr. Un des avantages de cette eau est de prévenir la formation des pellicules qui ternissent la chevelure et tombent de la tête. La teinture tient bien. Ce procédé est favorable à la croissance des cheveux, ils leur rend doux, souples et brillants. Se vend, place Saint-André-des-Arts, 44, chez M^{me} Mondro, qui se charge de faire arranger les cheveux des personnes qui le désireront. — Dépôt chez Chardin-Hadancourt, parfumeur, rue Saint-André-des-Arts, 7. 6911

MERVEILLES

MUSICALES

DONNÉES.

de suite

POUR RIEN.

En outre de tous ces Albums splendides, tous les abonnés recevront, tous les dimanches, la FRANCE MUSICALE et 4 morceaux de Musique par mois, en tout 52 morceaux dans l'année, tous inédits. Et la, pour la province, à la FRANCE MUSICALE, rue Neuve-St-Marc, 6. — Paris, 24 fr.; la province, 29 fr. 50 c. — En envoyant un bon franco à l'ordre des directeurs, on reçoit de suite tout ce qui est annoncé.

ON S'ABONNE JUSQU'AU 15 DE CE MOIS pour Paris, et le 20 pour le port.

COMPTOIR
des
IMPRIMEURS-UNIS,
15, quai Malaquais.

BIGNAN, ŒUVRES POÉTIQUES,

**ESSAIS ÉPIQUES, POÈMES LYRIQUES,
ÉLÉGIES. DIALOGUES, ETC.**

Un beau vol.
in-8°.
Prix : 7 fr. 50.
Par la poste.
9 fr.

SOTERIES. LA MAISON CHAMBELLAN,
RUE MONTMARTRE, 127 ET 129,
Met en vente aujourd'hui 10 novembre:

1° Une forte partie de **DAMAS DE SOIE**, dispositions nouvelles, qualité supérieure, à 2 fr. 90 c.;
2° Une autre très belle partie de **VELOURS DE LYON**, tout soie, poil cuit, à 12 fr. 50 c.

5 FRANCS
LA BOUTEILLE.

Suc pur de laitue, sans opium, seul autorisé comme le plus puissant calmant de tout état nerveux, spasmes, douleurs, agitations, chaleurs intérieures, crampes, insomnies, irritations de poitrine, d'estomac, de vessie, et toutes gastralgies chroniques. Ph. Colbert, pass. Colbert.

SIROP DE THÉRIDAGE

La 1/2 BOUT.

SIGCATIF BRILLANT.



Séchant en deux heures, pour mise en couleur SANS FROTTEGE, de **MAFANEL**, il y a du rouge, du jaune, du bleu, du vert, du noir, pour noyer et transparent, pour parquets et carreaux.

AUX AMATEURS DE JARDINS.

Les fleurs et légumes sous les panneaux et coffres en fer sont d'une valeur double de ceux sous châssis en bois, sans compter la grâce, la facilité d'entretien et la durée indéfinie. LEBLANC, breveté, sans garantie du gouvernement, rue de l'Orillon, 17, à Paris, fabrique toutes les dimensions.

N° 35, rue Coquenard.

RHUMES de CERVEAU

2 et 1/2 la boîte. (non expédié.)

Gudris pour la toux et le catarrhe de la gorge.

Rue
du Coq-Saint-Honoré,
10.

AU BON PASTEUR,

Rue Saint-Honoré, 167 et 169,
Près les
Messageries Laflitte et Caillard.

Tous les articles sont marqués en chiffres connus, sont en pièces, sont confectionnés, et livrés à prix fixe. Toutes les marchandises sont marquées en chiffres connus, sont en pièces, sont confectionnées, et livrés à prix fixe.

Manoche spéciale d'habitués et se vendant au comptant. — **PRIZ DES VETEMENTS** : 25 à 150 f. Redingotes drap 1^{re} qualité. 75 à 85 f. Pantalon nouv. de Cunin-Grédaire. 30 à 35 f. Pantalon satiné et casimir noirs. 20 à 23 f. Pailletés double de soie. 60 à 75 f. — de Baco. 30 à 32 f. Pailletés parfaitement faits. 35 à 40 f. — nouv. d'Elbour. 30 à 32 f. Pantalons Bonjean et Montagnac. 35 à 38 f. — de Baco. 30 à 32 f. Habits noirs et de fantaisie. 55 à 75 f. — nouv. d'Elbour. 30 à 32 f. Pantalons ouatés, doublés soie. 75 à 125 f. 3,900 gilets. 30 à 40 f. Cnabs tout de soie. 45 à 70 f. — brodés en tous genres. 30 à 40 f. Cnabs toutes formes. 42 à 125 f. Redingotes de toutes couleurs. 35 à 70 f. Manxoux toutes formes. 40 à 125 f. — brodés en tous genres. 30 à 40 f.

Nota. Tout vêtement fait sur mesure spéciale se paie en sus des prix fixés, savoir : habits, reding. pardessus et pal., 5 f.; pantail. et gilet, 2 f.

LA PRESSE.

LOCATIONS. — PARIS.

appartem. fraîchement décoré, 5 croisées sur la place. Prix, 1100 f.

un beau magasin au 1^{er}, entré par un passage de 2 mèt. Prix : 4,800 fr.; 2^e un bel appartement à côté, entrée par la porte cochée. Temple, 137 bis.

avec écurie, remise et jardin, rue de Grenelle-St-Germain, 104.

SAINT-GERMAIN.

la propriété, et pour en traiter à la Laurencœur, rue de Richelieu, 102, de 11 à 4 heures.

nouveautés, traiteurs, boulangers, pâtisseries, crémiers. — Autres fonds en tous genres. S'adr. à M. Bouthillier-Demontiers, rue Richelieu, 15.

coupé, une américaine neuve et d'occasion, cinq petits coupés, trois caïches, un cabriolet à 4 roues, caisse devant, deux charbonniers et deux cabriolets à trois places.

à la vente. Galerie Yéro-Dodet, 33. C'est le passage le plus joli et le plus fréquenté de Paris.

CHEVAUX ET VOITURES

239. Une paire de beaux chevaux anglais, dont l'un parfaitement dressé à la selle, 33, rue de l'Arbre-Sec.

[illegible]

PALAIS-ROYAL. 36. Place du Palais-Royal; 214.
PORTE ST-MARTIN. 270. Boulev. St-Martin; 3 ter. 40
FAUBOURG ST-GERMAIN. 339. Deux très beaux appartem.,
 pour une industrie ou une pen-
 sion. S'ad. sur les lieux pour voir
 merce, de Leguerrier, carrossier;
 allée des Veuves, 60, un beau
 réné, il suit le haut pour por-
 dre, par l'actuel au court de
 trée. S'ad., 1, rue Vinc-Gous-
 sort, rue de la Madeleine, 47.
 307. La Cafetière parisienne est
 présent., 11, boul. Bonne-Nouv.
Bulletin hebdomadaire
 DE LA BOURSE DE PARIS.
 ligne si la concurrence l'avait fait tomber au puyou d'
 un autre compagnie que celle qui en supporte au-
 jourd'hui le fardeau? A quel prix seraient cotés les au-
 tres titres s'ils. Nord fut tombé au-dessous du pair?
 Les actions du chemin de Saint-Germain se sont liquidées
 à 1,075 fr. avec un report de 4 fr. 75 c. à 2 fr. 75 c. au 15
 novembre. Elles ont baissé de 1,070 fr. à 1,065 fr. Elles fer-
 raient le chemin de Pampou à Hazebrouck sont
 tombées de 515 fr. à 500 fr.; elles restent cotées à 505 fr.
 Les actions du chemin de la Teste ont été cotées à 195 fr.
 celles de Dieppe et Vécamp à 525 fr.; celles de la Grand-
 Gampe sont montées de 1,600 fr. à 1,625 fr.
 Les actions du chemin de Lezans. Il y a eu beaucoup de bruit et fort
 peu de rendement. A ce sujet, dans notre arrondissement,
 les plaintes sont presque unanimes.
 Cette, 29 octobre. — A la suite des marchés de Béziers

Obligations des chemins de fer. — Celles du chemin de Saint-Germain ont fléchi de 1,200 fr. à 1,185 fr. — Celles du chemin d'Orléans, de 1,225 fr. à 1,200 fr. — Celles du chemin de Rouen, de 1,030 fr. à 1,025 fr.

CANAUX.

Les actions des Quatre-Canaux ont baissé de 1,250 fr. à 1,240 fr. — Celles du canal de Bourgogne ont été cotées à 1,200 fr. et au 15 novembre elles ont baissé de 10 fr.

— Chinon, 36 octobre. — La vendange est commencée pour nos vins rouges; on est généralement satisfait de la

[illegible]

Nous payons enier le service qui nous est rendu par la caisse de notre établissement en donnant à nos capitaux l'essor qui a mis aux mains de l'industrie toutes les ressources dont elle dispose aujourd'hui pour créer les nouvelles voies de communication. Les compagnies ont trop compté sur les capitaux anglais. Il était clair qu'au cas où les affaires se brouilleraient, on commencerait de l'autre côté de la Manche à réclamer des indemnités.

Le report du comptant a varié de 20 à 30 c.
Le 3/4 s'est liquidé de 82 fr. 65 c. à 82 fr. 50 c.— Fin novembre il est tombé de 82 fr. 85 c. à 81 fr. 95 c., dernier cours.

Les actions du chemin de fer de Marseille à Avignon se sont liquidées de 1,010 fr. à 1,005 fr. 50 c. avec un report de 3 fr. à 2 fr. 50 c.—Au 15 novembre, elles sont tombées

Le report du comptant a varié de 10 c. au pair.
Le 4/5 s'est négocié à 108 fr. 50 c.— Le 4 1/2 à 112 fr. 75 c.

50 c.—Au 15 novembre elles sont tombées de 1,005 à 970 fr.

Les actions du chemin du Havre se sont liquidées de 812 fr. 50 c. à 812 fr. avec un report de 3 à 2 fr.— Au 15 novembre, elles ont baissé de 800 fr. à 765 fr.

Les actions du chemin de fer de Marseille à Avignon se sont liquidées de 1,010 fr. à 1,005 fr. 50 c. avec un report de 3 fr. à 2 fr. 50 c.—Au 15 novembre, elles sont tombées

BANQUES.

Beaurain et Co, négociants, Beauvrais personnellement; redd. de c. 9 h.—Bilin, épicière; clot. 9 h.—Dubray, tourneur en cuivre; redd. de c. 9 h.—Arnaux, ancien md de nouveautés; clot. 9 h.—Poisson, commissionnaire en march.; clot. 9 h.—Durand fils, fontainier; clot. 9 h.—Maret, cordonniers; clot. 9 h.—Mathéron, menuisier; voir. 10 h.—Mucet, cordonniers; clot. 10 h.—Besdunier, menuisier; synd. clot. 10 h.—Teyssie, vouturier; clot. 10 h.—Grilly, quincailler clot. 10 h.—Léonard aîné, ancien graminetier; clot. 10 h.—Guillaud, émaillagier; clot. 10 h.—Sari, fab. de papier; conc. 10 h.—Har-

Les actions de la Banque de France sont montées, au comptant de 3,345 fr. à 3,360 fr., et retombées à 3,325 fr.

Les actions de la Caisse Guin ont flechi de 1,700 fr. à 1,145 fr., et sont restées à 1,150 fr.—Celles du Comptoir d'Escompte ont été cotées à 1,150 fr.

Les actions de la Caisse hypothécaire sont montées de

[illegible]

de beaucoup de compagnies, qui compaient réaliser la moitié de leurs capitaux par l'entremise des comités de Londres ou de Liverpool. Ces comités se moient de Londres ou de Liverpool. Ces comités se trouvent dans l'impossibilité de tenir leurs engagements; toutes les promesses d'actions des chemins de fer français sont depuis longtemps cotées à 3 ou 4 francs de perte à la bourse de Londres.

Belgique. — L'emprunt de 1842 a baissé de 104 à 102. — Le 1 1/2 0/0 s'est négocié à 99. — Le 2 1/2 0/0 a varié de 56 à 56 1/2.

Les actions de la Banque ont fléchi de 770 fr. à 760 fr. — Celles de la Société Générale sont montées de 1,590 fr. à 1,595 fr.

France. — Les actions de la Banque de France ont baissé de 900 fr. à 890 fr.

Les actions du chemin de Boulogne à Amiens se sont liquidées de 658 fr. 75 c. à 632 fr. 50 c., avec un report de 1 fr. à 2 fr. — Au 15 novembre, elles ont baissé de 570 fr. à 530 fr.; elles forment à 540 fr.

Les actions du chemin de Bordeaux se sont liquidées de 661 fr. 25 c. à 653 fr. 75 c. avec un report de 1 fr. 25 c. à 2 fr.; elles sont retombées, au 15 novembre, de 640 fr. à 600 fr.

Les actions des forges de l'Aveyron, à 575 fr. — Celles des Hauts-Fourneaux de Monceau à 1,950 fr.

Les actions des tissus de lin Maberly ont varié de 660 fr. à 665 fr.

NOUVELLES AGRICOLES. — Bordeaux, 27 octobre. — Nos vendanges tirent à leur fin, toujours favorisées

Spectacles du lundi 10 novembre.

OPÉRA. — Guillaume Tell.
FRANÇAIS. — La Mère et la Fille, Georges Dandin.
OPÉRA-COMIQUE. — Mimi, Marie.
VAUDEVILLE. — Le Diable, Robinson, les Intimes, la Bourse.
VARIÉTÉS. — 1^{er} reprès. les Deux Compagnons du tour de France, le Tricorne, les Professeurs.

Un tel état de choses favoriserait probablement les fusions et réduirait le nombre des compagnies de Strasbourg, de Tours à Nantes et de Lyon.

On se montrera d'ailleurs, après la baisse qui vient d'avoir lieu, plus accommodant, et il ne faut pas douter que tout ne se passe comme pour l'adjudication du chemin du Nord.

Espagne.— La dette active est montée de 90 7/8 % à 91 1/8 %. La dette passive a varié de 6 3/4 à 6 7/8. — Le 5 o/o est monté de 32 3/8 à 33 1/2. — La dette intérieure, de 32 1/2 à 33.

Naples.— Les récesses Rothschild ont été cotés à 101 fr. 25 cent.

Piemont.— Les obligations ont baissé de 1,270 fr. à 1,250 fr.

Portugal.— Le 5 o/o a été coté à 50 fr.

Rome.— Le 5 o/o, jouissance de décembre, a varié de 100 fr. à 101 fr.

fr., et ferment à 613 fr. 75 c.

Les actions du chemin du Nord se sont liquidées de 790 fr. à 770 fr., avec un report de 1 fr. 75 c. à 1 fr.; elles ont baissé, au 15 novembre, de 160 fr. à 730 fr.; elles sont restées à 745 fr.

Les actions du chemin de Montereau à Troyes se sont liquidées à 501 fr. 25 c., avec un report de 0 fr. 60 c.; elles ont baissé, le 15 novembre, de 400 fr. et restent à 500 fr.

par un temps superbe; aucun achat n'ayant encore été fait, on ne peut statuer sur les prix. On pourrait avoir les cotes des vins passables de 265 à 280 fr. sous voiles; on en obtiendrait bien de 250 à 260, mais on mauvaise qualité.

Dépêches, 2 novembre. — Nos vendanges sont entièrement terminées; un fait reconnu constant, c'est qu'en général les propriétaires ont diminué en quantité, quelque lors de la cueillette on se trouvait en excédent, de ce qu'on appelle

Paris. — Imprimerie de J. B. L. M. 30, rue de Valenciennes.